

**Présentation écrite en vue des consultations prébudgétaires
précédant le prochain budget fédéral**

Fertilisants Canada





Liste des recommandations

Prioriser l'infrastructure commerciale intersectorielle *Nous recommandons au gouvernement du Canada de prioriser les investissements ou les crédits d'impôt pour les projets dont le but est d'améliorer les ports, les chemins de fer et les régions rurales du Canada.*

Simplifier les systèmes de réglementation : *Nous recommandons qu'on examine les domaines de compétences partagées et les domaines de coopération avec les États-Unis pour identifier les possibilités d'harmoniser les exigences, les normes et les rapports. Le gouvernement devrait également prioriser le processus de modernisation des règlements sur les engrais.*

Rétablir la réputation de fiabilité du Canada : *Nous recommandons au gouvernement fédéral de qualifier de services essentiels les infrastructures commerciales indispensables, comme les chemins de fer et les ports.*

Investir dans le programme de gérance des nutriments 4B : *Nous recommandons au gouvernement d'investir dans le fonds du système de gérance des nutriments 4B afin de réduire grandement les émissions de carbone et pour compenser le coût de mise en œuvre par les agriculteurs.*

Élaborer la stratégie canadienne sur les minerais essentiels : *Nous recommandons au gouvernement de poursuivre l'élaboration de sa stratégie sur les minerais essentiels en compagnie des États-Unis tout en examinant la possibilité de l'étendre aux autres pays alliés.*

Réduire les émissions grâce à la technologie : *Nous recommandons au gouvernement fédéral de verser à l'industrie et aux provinces le financement qui leur permettrait d'accroître l'adoption d'une technologie capable de réduire les émissions.*

Soutenir les agriculteurs canadiens : *Nous recommandons d'augmenter le soutien financier accordé aux agriculteurs afin de compenser leurs pertes attribuables à la COVID-19 ou aux intempéries.*



Prioriser l'infrastructure commerciale : *Nous recommandons au gouvernement du Canada de prioriser les investissements ou les crédits d'impôt pour les projets dont le but est d'améliorer les ports, les chemins de fer et les régions rurales du Canada.*

Puisqu'il s'agit d'un des plus importants produits que transportent les chemins de fer, nos membres dépendent énormément de leur service pour acheminer les engrais aux agriculteurs. Les investissements qui augmentent l'efficacité des ports ou des chemins de fer pour leur permettre ainsi de transporter davantage de marchandises profiteront à de nombreuses industries alors qu'elles tenteront de reprendre le service normal. Si le gouvernement du Canada cherche des moyens de redynamiser son économie, il lui suffirait de compenser les coûts des investissements productifs dans les biens liés aux chemins de fer.

Les projets dans le but d'accroître l'efficacité des ports, comme celui de Vancouver, contribueront énormément à la reprise économique de notre pays en réduisant l'engorgement vers les marchés d'exportation. Ces fonds auront un effet multiplicateur dans différents secteurs, entraînant ainsi la création de nouveaux emplois bien rémunérés à la grandeur du pays. Ils profiteront également aux provinces enclavées qui dépendent des chemins de fer pour le transport des marchandises et dont plusieurs ont grandement souffert de la pandémie de COVID-19 combinée au faible prix des ressources. De même, un crédit d'impôt destiné aux entreprises qui achètent des wagons ou aux chemins de fer qui investissent dans le domaine ferroviaire ou qui achètent des locomotives viendrait réduire les dépenses de l'industrie et lui permettrait de réaffecter ces sommes ailleurs afin de les investir. Enfin, les investissements dans les régions rurales, comme le développement de la large bande, occuperont une place importante dans la création de nouveaux outils favorisant une augmentation du développement agricole.

Simplifier les systèmes de réglementation : *Nous recommandons qu'on examine les domaines de compétences partagées et les domaines de coopération avec les États-Unis pour harmoniser les exigences, les normes et les rapports. De plus, le gouvernement devrait mettre en œuvre le processus de modernisation de la réglementation sur les engrais.*

Depuis les vingt dernières années, les gouvernements canadiens découvrent de nouvelles façons de partager les compétences en ce qui a trait aux priorités sur le plan des politiques, comme les changements climatiques et l'exploitation des ressources naturelles. Ce faisant, on a élaboré plusieurs systèmes qui se recoupent parfois lorsqu'on parle de normes ou d'exigences en matière de rapports. Ces systèmes s'ajoutent aux entreprises qui possèdent des installations dans plusieurs provinces dont les obligations se recoupent. Le gouvernement devrait s'efforcer d'harmoniser davantage les systèmes fédéraux, provinciaux et internationaux. Il s'agit là d'une façon de réduire le fardeau de la réglementation et les coûts inutiles que doit payer l'industrie pour se conformer à des règlements comparables, et ce, sans que le gouvernement n'investisse le moindre sou et sans compromettre les normes réglementaires. De plus, l'harmonisation des processus réglementaires avec ceux des États-Unis, notre plus important partenaire commercial, entraînera une augmentation des exportations canadiennes et des investissements américains au Canada, en plus d'assurer la réalisation de projets.



Également, avant la pandémie de COVID-19, Fertilisants Canada et le cabinet du ministre Bibeau discutaient de la phase suivante de l'effort de modernisation du Règlement sur les engrais. On a alors déclaré qu'on allait publier les modifications aux règlements dans la Gazette du Canada, deuxième partie, dans quelques semaines. Cependant, l'ACIA nous informe maintenant qu'il est peu probable que les modifications aux règlements soient finalisées en 2020.

Fertilisants Canada appuie la modernisation du Règlement sur les engrais, qu'on attend depuis longtemps, puisque les consultations ont débuté il y a plus d'une décennie. Les modifications proposées faciliteront l'accès au marché des produits innovateurs pour les agriculteurs canadiens, ce qui est important alors que votre gouvernement cherche des façons de stimuler l'économie. Cette modernisation des règlements viendra stimuler l'économie sans qu'il n'en coûte rien au gouvernement, et ce, avec l'appui général de l'industrie, incluant les agriculteurs.

Rétablir la réputation de fiabilité du Canada : *Nous recommandons au gouvernement fédéral de qualifier de services essentiels les infrastructures commerciales essentielles, comme les chemins de fer et les ports.*

Au cours de la dernière année, le Canada a vécu plusieurs grèves, barrages routiers et embargos. Les perturbations continues nuiront de manière irrémédiable à la réputation du Canada en tant que source fiable de biens, alors que des modifications aux lois du travail du Canada s'imposent afin que notre pays demeure un fournisseur sur la scène internationale. Le gouvernement devrait qualifier de services essentiels les infrastructures indispensables pour nos chaînes d'approvisionnement, comme les chemins de fer et les ports. Pendant la pandémie de COVID-19, le gouvernement a déjà reconnu de manière tacite la nature essentielle de notre industrie, tout comme des chemins de fer et des ports, alors que nous étions tous considérés comme des industries essentielles et que nous étions capables de continuer de fonctionner malgré le ralentissement économique.

Investir dans le programme de gérance des nutriments 4B : *Nous recommandons au gouvernement d'investir dans le fonds du système de gérance des nutriments 4B afin de réduire considérablement les émissions de carbone et pour compenser le coût de mise en œuvre par les agriculteurs.*

Le programme de gérance des nutriments 4B a été créé pour aider les agriculteurs à calmer les préoccupations environnementales liées à l'agriculture tout en maximisant les avantages sur le plan économique. Les 4B procurent aux agriculteurs des renseignements scientifiques sur la manière d'utiliser les pratiques de gestion exemplaire afin de réduire les gaz à effet de serre et autres impacts sur l'environnement lorsqu'ils épandent des engrais.

Les 4B ont été reconnus au Canada et à l'échelle mondiale comme étant la norme en matière de gestion durable des nutriments et une façon d'atteindre les cibles climatiques, entre autres,



par les provinces comme la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le World Business Council, ainsi que la Commission mixte internationale. Les études effectuées par l'industrie ont démontré que si les principes élémentaires des 4B étaient appliqués dans tout l'Ouest canadien, les agriculteurs parviendraient ainsi à réduire les émissions totales du Canada de 2 000 à 3 000 tonnes de carbone tout en augmentant leurs profits jusqu'à 87 \$ l'acre.

Alors que le programme de gestion des nutriments 4B profite tout autant à l'industrie, aux agriculteurs et à l'environnement, des coûts initiaux doivent être déboursés pour modifier les pratiques agricoles sous forme de nouveaux équipements ou de consultations agronomiques. De plus, les agriculteurs contractent de plus en plus de dettes et pourraient ne plus disposer du temps ou des ressources nécessaires afin de modifier les pratiques de longue date. Le gouvernement du Canada devrait aider les agriculteurs à mettre en place les 4B sur la ferme en créant un fonds dans le but de compenser les coûts initiaux, ce qui équivaldrait à un soutien matériel s'adressant aux agriculteurs au cours la période après la COVID-19 en plus de profiter à l'environnement en réduisant les émissions, ainsi qu'en augmentant la rentabilité à long terme des agriculteurs.

Élaborer la stratégie canadienne sur les minerais essentiels : *Nous recommandons au gouvernement canadien de poursuivre l'élaboration de sa stratégie sur les minerais essentiels en compagnie des États-Unis tout en examinant la possibilité de l'étendre aux autres pays alliés.*

Le Canada est un important fournisseur de 13 des 35 minéraux que les États-Unis ont qualifiés d'essentiels à l'économie et à la sécurité nationale. Le Canada est également le plus important fournisseur de potasse des Américains, un produit indispensable pour assurer leur succès sur le plan agricole et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Le Canada doit continuer de promouvoir le plan d'action canado-américain pour la collaboration dans le domaine des minéraux critiques en s'efforçant principalement de garantir les chaînes d'approvisionnement pour la production de potasse, en augmentant le soutien accordé à l'industrie minière et en réduisant les obstacles aux exportations outre frontières. Le Canada devrait également examiner la possibilité d'étendre la stratégie sur les minéraux critiques à d'autres alliés stratégiques et d'élaborer sa propre liste des minéraux critiques, comme l'ont fait les Américains. On étendra ainsi la dépendance des autres pays face à l'industrie canadienne en plus de consolider notre influence géopolitique tout en stimulant la croissance dans le secteur minier.

Réduire les émissions grâce à la technologie : *Nous recommandons au gouvernement fédéral de verser à l'industrie et aux provinces le financement qui leur permettrait d'accroître l'adoption de technologie capable de réduire les émissions.*

En Saskatchewan et en Alberta, les entreprises consacrent une part importante de leurs dépenses à des options abordables mais limitées pour acheter de l'électricité, qui est souvent produite à partir de combustibles à fortes émissions; puisque la production d'azote et



l'extraction de potasse consomment une quantité importante d'électricité. Les petits réacteurs modulaires représentent une percée pour les installations de production d'engrais au Canada, qui sont souvent extrêmement isolées et dont les opérations demandent des infrastructures considérables en matière d'énergie. La promotion du Plan d'action canadien pour les petits réacteurs modulaires, dont Ressources naturelles Canada procède présentement à l'élaboration, en partenariat avec les provinces, aiderait le Canada à regagner son avantage sur la concurrence dans le domaine de la production des engrais.

De plus, même si elles exigent énormément d'investissements, les technologies de captage et de stockage du carbone représenteront un élément clé pour atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050 du Canada en tant que technologie éprouvée pour la réduction des émissions. L'investissement du Canada au nom de l'industrie permettra une adoption plus vaste de la technologie et donnera lieu à des réductions encore plus grandes des émissions du Canada.

Soutenir les agriculteurs canadiens : *Nous recommandons d'augmenter le soutien financier accordé aux agriculteurs afin de compenser leurs pertes attribuables à la COVID-19 ou aux intempéries.*

Les agriculteurs de partout sur la planète ont souffert de perturbations profondes de leurs activités en raison de la COVID-19 et des conditions météorologiques de plus en plus inclementes. D'autres pays, qui sont des concurrents directs, comme les États-Unis, ont distribué des milliards de dollars en subventions et en programmes d'aide. En plus des accords commerciaux conclus entre les États-Unis et le Brésil, ces mesures ont désavantagé les agriculteurs canadiens sur le plan de la concurrence. Une augmentation du programme Agri-stabilité devient donc essentielle pour assurer la reprise des agriculteurs après la COVID-19, ainsi que la sécurité alimentaire du Canada.